

Justice spatiale à la russe au Nord-Caucase

Yéléna Mac-Glandières¹

À l'issue des deux conflits tchéchènes qui ont eu lieu entre 1994 et 2001, la réintégration pleine et entière du Nord-Caucase dans le giron russe s'est présentée comme l'un des plus grands défis de géopolitique interne de la Russie contemporaine. À ce titre, Vladimir Poutine avait d'ailleurs déclaré en 1999 que résoudre la situation dans la région était sa « mission historique² ».

Aujourd'hui, le Nord-Caucase, région montagneuse du sud de la Russie à la population majoritairement non russe et musulmane, fait l'objet de la part du Kremlin d'un traitement différencié sur plusieurs plans : politique (avec la création d'un District fédéral du Nord-Caucase, DFNC ; et d'un ministère délégué aux Affaires nord-caucasiennes, Minkavkaz), économique mais aussi culturel, voire militaire. Censé l'intégrer au mieux à la Fédération de Russie, ce traitement particulier peut aussi avoir l'effet inverse puisque l'idée d'un développement séparé se développe. Deux exemples à première vue anecdotiques mais significatifs le confirment : la non-participation des jeunes nord-Caucasiennes à l'édition 2017 du concours Miss Russie³ ou encore la décision de ne pas projeter dans la région le mélodrame érotique américain *50 Nuances de Grey* lors de sa sortie en Russie⁴.

La question de l'intégration du Nord-Caucase à l'espace russe est vieille de plus de deux cent cinquante ans et, alors que se pose aujourd'hui celle de l'assimilation, il convient d'interroger la pertinence des efforts russes entrepris en ce

1. Master 2 Géopolitique des espaces russes et postsoviétiques, Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

2. Ben Judah, « Putin's medieval peace pact in Chechnya », Bloomberg, 26 avril 2013.

3. P. Goble, « North Caucasians refuse to take part in miss Russia competition », *Window On Eurasia* (blog), 26 mars 2017.

4. L. Alexandrova, « Russia's Caucasus regions bar *50 Shades of Grey* from movie screens », TASS, 12 février 2015.

HÉRODOTE

sens alors que, d'un côté comme de l'autre, les représentations de la coupure entre le centre et ses régions ne semblent aller qu'en s'accroissant. Cette question est d'abord celle de l'ambiguïté des relations entretenues par les puissances tutélaires (URSS puis Fédération de Russie) avec un Nord-Caucase postimpérial puis postsoviétique mais jamais pleinement intégré. De nos jours, cette ambiguïté se retrouve dans la faiblesse du pouvoir russe dans la région ce qui illustre les limites du fédéralisme russe : tant à l'échelle locale où le manque de cohérence du DFNC s'avère être un obstacle à son bon fonctionnement qu'à l'échelle fédérale où le cas nord-caucasien cristallise les frustrations budgétaires et identitaires.

Mise en perspective historique : la construction du Nord-Caucase russe, de périphérie à isolat

De 1917 à 1991 : intégrations à deux vitesses de la périphérie nord-caucasienne

La conquête du Nord-Caucase par l'Empire Russe a débuté à la fin du XVIII^e siècle pour se terminer officiellement un siècle plus tard, en 1864, au prix d'exactions massives perpétrées à l'encontre des populations colonisées qui ont, pour une bonne partie, opposé une résistance acharnée, aujourd'hui élevée au rang de mythe alors qu'au centre de l'Empire s'installait la représentation largement romancée d'un ennemi nord-caucasien montagnard, rebelle, possiblement sanguinaire mais surtout, reclus.

La révolution a exigé de repenser le rapport aux peuples indigènes de la nouvelle Union soviétique et, dès 1923, une doctrine des nationalités axées sur l'indigénisation (*korenizatsija*) organise une discrimination positive [Martin, 2001], en les dotant d'une autonomie à la fois politique et socioculturelle. À cette époque, le Nord-Caucase devient pleinement *périphérie* [Reynaud, 1981] de la RSFSR (République socialiste fédérative soviétique de Russie) : le niveau de vie y est peu élevé et l'autonomie décisionnelle une façade tandis que la production est organisée par et mise au service du « centre ». Mais c'est l'espace périphérique qui est valorisé et utilisé à des fins productives plus que sa population indigène qui reste, elle, marginalisée. Le désenclavement économique est circonscrit aux villes, plaines, et gisements de ressources naturelles, où s'installe durablement une population étrangère (russe, ukrainienne). Une ségrégation économique et spatiale se met en place : les populations locales restent souvent par la force des choses tenues à l'écart de certains pôles de développement et représentent une part extrêmement faible de la population urbaine. Le phénomène est accentué lorsqu'une partie des peuples caucasiens accusée en 1944 par le pouvoir stalinien d'avoir collaboré avec l'Allemagne nazie est déportée par wagons entiers en Asie centrale

204

Hérodote, n° 166-167, La Découverte, 3^e trimestre 2017.

dans des conditions effroyables, entraînant la mort de beaucoup d'entre eux. Les républiques autonomes qu'ils habitaient sont administrativement démantelées et repeuplées par d'autres populations, en premier lieu des Russes ethniques.

Au retour des « peuples punis » en 1957 après que Khrouchtchev les a partiellement réhabilités, la dynamique change et témoigne d'une volonté claire d'associer les populations locales aux circuits économiques qui traversent leurs territoires. L'heure est à l'indigénisation, parfois forcée, des villes et des plaines, même si, en réalité, l'intégration est imparfaite : certains pans de l'économie restent majoritairement russes (industrie pétrolière, secteur tertiaire). Simultanément, la précarité professionnelle des nord-Caucasiens les contraint à quitter le Nord-Caucase pour travailler dans le reste de l'URSS. Ces migrations entraînent un bouleversement des ordres traditionnels nord-caucasiens qui étaient jusqu'alors restés fermés aux influences extérieures [Sokirianskaia, 2009]. Ainsi, objectivement et tous aspects confondus, les décennies qui ont précédé la chute de l'URSS sont celles où, bien que largement inégale, l'intégration du Nord-Caucase fut la plus accomplie.

De 1991 à nos jours : contagion tchéchène et renouveau des isolements

La première guerre de Tchétchénie dure de 1994 à 1996 et, malgré le loyalisme des républiques voisines, un premier risque sécuritaire régional apparaît, la Russie craignant une contagion du combat indépendantiste. Dès 1999 et le début de la seconde guerre, le conflit se confessionnalise et son idéologie territoriale change : il ne s'agit plus d'indépendantisme mais d'une guerre sainte – un djihad – contre la Russie. Dans toutes les républiques musulmanes du Nord-Caucase, naissent des unités de combat (*jaamats*) ethniques et les attentats se multiplient.

C'est la géographie de la contagion de la violence dès la fin des années 1990 qui permet de définir un ensemble spatial nord-caucasien qui, de périphérie, semble se rapprocher de l'*isolat*⁵ [Reynaud, 1981]. À cette époque, le Nord-Caucase présente une *densité*⁶ de population élevée, un retard économique par rapport au reste du pays (imputable à la déstabilisation régionale combinée à la crise des années 1990), et des structures traditionnelles et un renouveau islamique. Enfin, la question d'une *coupure avec l'extérieur* est particulièrement intéressante car, si

5. Les isolats sont « des ensembles bien structurés mais qui entretiennent peu de relations avec les ensembles spatiaux voisins. Leurs problèmes se posent le plus souvent en termes de retard, d'inadaptation, de refus du changement, dans lesquels les structures mentales peuvent jouer un rôle important » [Reynaud, 1981].

6. Les républiques nord-caucasiennes présentent une démographie bien plus dynamique que le reste du pays avec en moyenne 2,034 enfants par femme (contre 1,750 pour toute la Russie) et une espérance de vie de 74,63 ans (contre 71,39 ans).

HÉRODOTE

elle est contestable d'un point de vue purement topographique (les zones montagneuses sont maintenant largement désenclavées et reliées au reste du pays), elle n'en reste pas moins une réalité ressentie. Du côté russe, la figure caricaturale du rustre montagnard du XIX^e siècle a évolué en celle du rebelle tchéchène et, plus largement, du bandit caucasien et la région a été repoussée aux confins des représentations de l'espace national (l'« étranger intérieur » [Avioutskii, 2002]). Les nord-Caucasiens semblent, eux, avoir assimilé l'idée d'une citoyenneté de second ordre et il est fréquent d'entendre⁷ que « si un visa Schengen coûte 40 € dans le reste du pays, il en coûte 1400 ici » ou que « je suis tchéchène donc je sais déjà que je ne serai jamais cosmonaute ».

Seule la question des flux échangés avec le centre ne permet pas de qualifier le Nord-Caucase d'isolat parfait, il est en effet loin de vivre en autarcie. Mais les flux migratoires qui le quittent et les flux financiers qui y entrent, sans pour autant en améliorer la situation économique, soulignent l'insignifiance économique et productive de la région pour le centre. La justice sociospatiale est affaire de « rééquilibrage au profit des aires marginales » [Reynaud, 1981] et c'est donc dans cette optique qu'il faut analyser la création du District fédéral du Nord-Caucase en 2010. L'efficacité de cette politique est à questionner car elle résulte d'une approche exclusivement statistique qui ne peut prendre en compte les enjeux liés aux représentations de l'isolement.

L'efficacité relative du District fédéral du Nord-Caucase ?

Construction bâclée d'un ensemble spatial par une action fédérale mal pensée

Le DFNC, organe de déconcentration mis en place en 2010 (soit dix ans après les autres districts fédéraux), est justement créé pour isoler au sein d'une même structure les sujets les plus directement touchés par la contagion de la violence tchéchène. À l'approche des jeux Olympiques de Sotchi dans le kraï de Krasnodar voisin, il sert à délimiter un ensemble spatial à risque, dorénavant séparé du District fédéral Sud dont il faisait partie jusqu'alors. Ce nouveau découpage fédéral traduit une opposition entre une « Russie des terres noires », riche et agricole, et une « Russie des périphéries non russes », sous-développée et ostracisée [Raviot, 2010]. Les chiffres de ce sous-développement pour l'année 2009 sont compilés dans un document, « Stratégie », qui, établi à la création du DFNC, fait le point sur les objectifs à atteindre d'ici 2025, dans des domaines très variés. Pour

7. Entretiens réalisés à Grozny en février 2016.

autant, à la fois la compilation sous la forme de moyennes, gommant ainsi les différences entre sujets⁸, et l'extrême ampleur des objectifs listés indiquent que ces derniers l'ont été avec un manque certain de connaissance précise des territoires et que celui du DFNC est pour le moins peu cohérent.

Tant du point de vue géographique que sociologique et politique, le DFNC n'a que peu de cohérence. L'intégration du kraï de Stavropol dans le DFNC est la plus criante : on justifie sa présence par le caractère russe de son territoire qui serait ainsi à l'écart des conflits ethniques qui pourraient potentiellement secouer les autres sujets ; c'est pourquoi le siège du district est dans ce kraï à Piatigorsk en territoire neutre, en quelque sorte. Mais ni les indicateurs économiques et sociaux ni même le milieu géographique ne sont comparables à ceux du reste du district. En 2009 par exemple, la part des transferts du centre dans le budget total du kraï était de 37 %, pour une moyenne de 70,3 % dans tout le futur DFNC, la moyenne de la Russie se situant à 27 % [Radvanyi, 2010]. Pareillement, alors que la question des migrations nord-caucasiennes vers le reste de la Russie est un enjeu crucial des recompositions à la fois régionales et nationales, le kraï de Stavropol fait partie des destinations d'arrivée les plus prisées. Le DFNC n'a donc pas de cohérence interne, il n'y a pas de conscience d'une appartenance commune, et il a même pu entraîner la réaction inverse. Par exemple, en septembre 2010 des voix se sont élevées sous le slogan : « Le kraï de Stavropol n'est pas le Caucase ! »⁹ pour protester contre son intégration au district, et le vote pour le parti nationaliste LDPR aux élections législatives, rapporté à la moyenne nationale y a largement augmenté entre 2007 (6,89 % contre 8,14 % de moyenne nationale) et 2011 (15,3 %, contre 11,67 %), l'écart se réduisant sans que pour autant le chiffre ne baisse en 2016 (15,52 % contre 13,14 % de moyenne nationale)¹⁰.

Les critiques de l'amateurisme [Holland, 2016] des concepteurs de la « Stratégie » sont nombreuses et pour la plupart soulignent que l'amélioration de la situation sécuritaire, qui est un prérequis au développement économique et social, y est largement survolée. Par exemple, il y a le projet d'en faire le premier district en termes de fréquentation touristique. Le potentiel touristique de l'ensemble du DFNC est indéniable, mais alors la baisse de la violence est la condition *sine qua non* de sa réussite. Or même si la situation s'est largement

8. Les sujets fédéraux sont les entités constitutives de la Fédération de Russie (comme les départements en France). Ils sont égaux entre eux mais il en existe plusieurs types aux compétences différentes allouées par l'État fédéral : républiques, territoires (*kraï*), régions (*oblast*), arrondissements (*okrug*) et villes fédérales.

9. A. Foxall, « Stavropol – frontline between Russia and the North Caucasus », *Open Democracy*, 4 avril 2013.

10. Commission électorale centrale, <<http://www.vybory.izbirkom.ru>>.

améliorée entre 2010 et 2016 au fur et à mesure que l'insurrection s'essouffait, elle reste objectivement préoccupante dans certains endroits, notamment au Daghestan où, dans la ville très fréquentée de Derbent, une fusillade visant des touristes a fait onze blessés et un mort en décembre 2015. Par ailleurs, elle continue de nourrir les représentations de la violence et de l'instabilité nord-caucasienne.

Globalement, même si les indicateurs économiques montrent des signes de progression (le PIB *per capita* a été multiplié par quatre entre 2005 et 2014 [Rosstat]), l'action fédérale ne réussit pas à changer les représentations de l'isolement (qu'il s'agisse de l'isolement subi ou volontaire) et ainsi à garantir un désenclavement effectif qui dépasse les simples sphères économiques.

*Quand les recompositions locales limitent l'autorité fédérale :
l'exemple de l'hypertrophie tchéchène*

Les ressources du DFNC ont été accaparées par la Tchétchénie alors qu'elle disposait déjà des mesures de « normalisation » alimentées jusqu'en 2012 par un fonds spécial et que 250 millions de dollars d'arriérés d'impôts ont été effacés de l'ardoise tchéchène en 2015¹¹. Avant de progressivement se réduire, le soutien budgétaire du centre a permis l'établissement d'un régime néopatrimonial qui, avec Ramzan Kadyrov à sa tête a su capter, cette fois-ci, des ressources externes. Ainsi, la balance des IDE (investissements directs à l'étranger) en Tchétchénie passait de 1 million de dollars en 2011 à 127 millions en 2015 : à titre de comparaison, elle passait au Daghestan de 14 à 11 millions et stagnait à zéro en Ingouchie [Rosstat]. Récemment, la quête par Kadyrov de capitaux arabes a acquis une large visibilité alors qu'il se sert de sa stature religieuse à des fins diplomatiques avec l'aval de Moscou : des promesses d'investissement saoudiennes (station de ski de Vedouchi¹²) ou syriennes (ouverture d'une filière de l'université de Damas à Grozny¹³) ont été conclues en 2016 et 2017. Ainsi, le processus de captation s'autonourrit, contribuant à polariser le Nord-Caucase autour de la Tchétchénie de Ramzan Kadyrov qui capitalise sur la promotion d'un dynamisme économique, culturel et religieux qui n'a pas son pareil dans la région.

Par définition, le territoire du district fédéral est sujet à une concurrence d'autorité, entre les exécutifs fédéraux (organes issus de la déconcentration : MinKavkaz,

11. V. Dubnov, « Chechnya's new contract with the Kremlin », *Carnegie*, 27 octobre 2016.

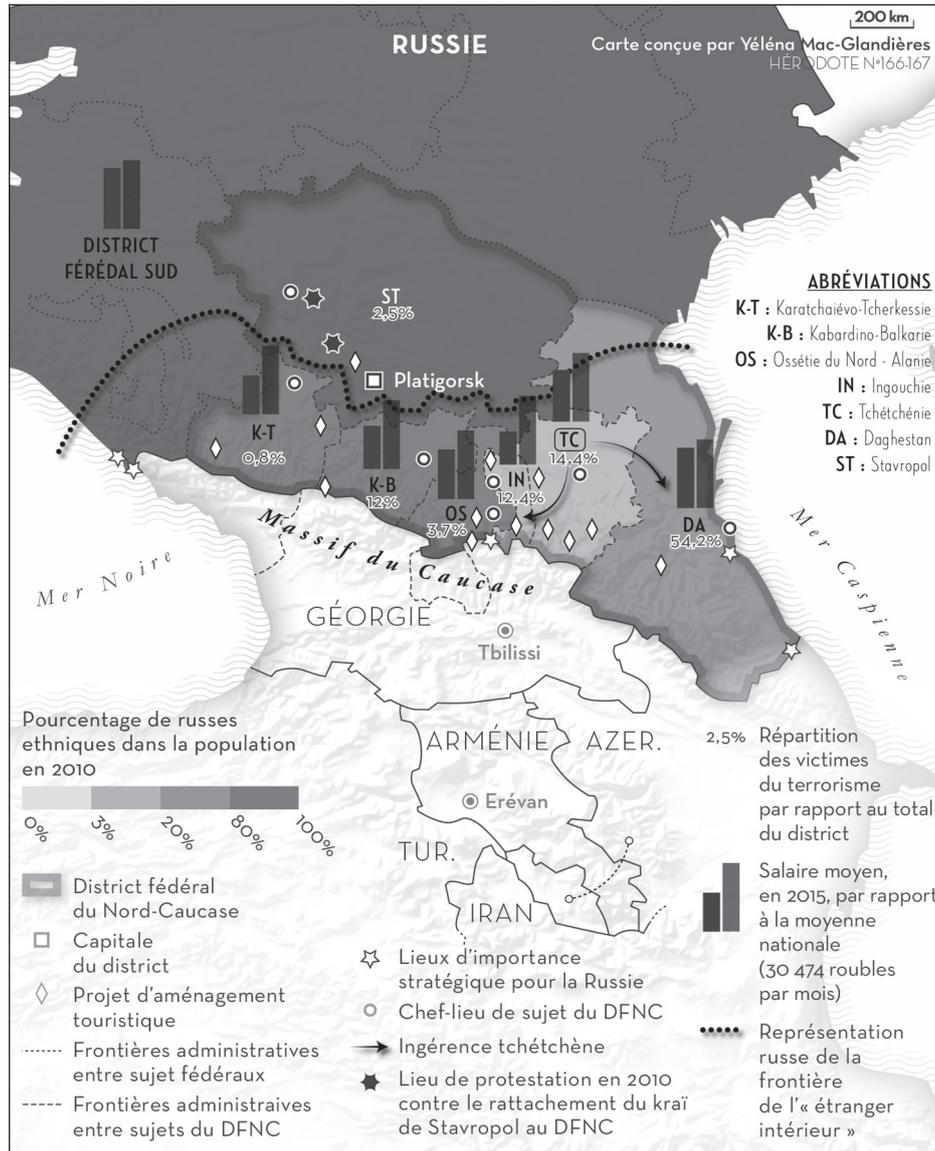
12. « Saudi Arabia to invest in Russia's Chechnya – Kadyrov », *Russia Today*, 9 mai 2016.

13. A. Ferris-Rotman, « Russia's hearts-and-minds campaign in Syria is aimed at home », *Foreign Policy*, 22 mai 2017.

DFNC) et les exécutifs régionaux. Or tous les pouvoirs régionaux ne sont pas les mêmes et n'ont pas les mêmes marges de manœuvre : leurs fonctions résultent généralement de rôles assignés à chacun par le centre. En Tchétchénie, Ramzan Kadyrov a hérité du pouvoir et d'une mission de « normalisation », dont le corollaire a été la mise en place d'un régime qui confine au féodalisme et bénéficie d'une relation privilégiée avec le centre ce qui l'autorise à plus d'initiatives et de prérogatives que les autres sujets du DFNC. Le déséquilibre est particulièrement visible dans le Nord-Est caucasien : alors que la conduite de bonnes relations interethniques est affichée comme une priorité dans la « Stratégie », l'attitude régulièrement agressive du pouvoir tchéchène envers les autorités daghestanaises ou ingouches ne provoque jamais de réaction de ces dernières. Comme si les relations horizontales (entre les sujets) étaient conditionnées par les relations verticales (entre le centre et les sujets), le statut privilégié du pouvoir tchéchène lui permettant de s'imposer au-delà de ses frontières. Mais, le poids politique de la Tchétchénie est tel qu'il s'impose même à l'autorité fédérale. Ainsi lorsqu'un différend frontalier est apparu après que les autorités tchéchènes ont annoncé leur intention de récupérer une partie de leur territoire historique situé en Ingouchie, Aleksandr Khloponine, représentant plénipotentiaire du président russe dans le DFNC s'est contenté d'appeler au calme sans intervenir directement, renforçant ainsi l'hégémonie tchéchène et, quelques mois plus tard, la République votait une loi annexant la moitié du territoire ingouche.

Les représentations négatives s'appliquant au Nord-Caucase sont directement liées aux événements tchéchènes. Pourtant la situation tchéchène s'est améliorée, mais au préjudice des républiques voisines. Les efforts conjoints russes et tchéchènes ont en effet réussi à repousser le risque sécuritaire au-delà des limites de la Tchétchénie alors qu'il s'enracinait peu à peu dans les républiques immédiatement frontalières. Ce faisant, la rhétorique de la stabilisation est devenue récurrente dans le discours de Kadyrov destiné à souligner les défaillances des sujets voisins qui sont aujourd'hui aux prises avec ce même risque. Dans les représentations russes, la Tchétchénie est aujourd'hui, à juste titre, bien mieux considérée sous l'angle sécuritaire que le Daghestan, l'Ingouchie ou même l'Ossétie du Nord, notamment du fait de la grande publicité dont la « normalisation » de la situation a bénéficié, inévitablement au détriment de ses voisins.

CARTE 1. – 2010-2015 : UNITÉ ET DIVERSITÉ DU DISTRICT FÉDÉRAL DU NORD-CAUCASE



Hérodote, n° 166-167, La Découverte, 3^e trimestre 2017.

Externalités négatives et asymétrie contre-productive à l'échelle fédérale*Les dérives du fédéralisme budgétaire au Nord-Caucase*

L'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir en 1999, d'abord comme Premier ministre puis, dès 2000, comme président de la Fédération de Russie, marque un changement radical dans la pratique du fédéralisme qui avait jusqu'alors caractérisé la Russie postsoviétique, et ce changement est principalement incarné par la mise en place de la fameuse « verticale du pouvoir », recentralisation qui subordonne les exécutifs à l'autorité présidentielle. La mesure de déconcentration qu'a été la création des districts fédéraux en est une illustration, alors qu'à leur tête des représentants plénipotentiaires employés de l'administration présidentielle sont censés faciliter une reprise en main par le centre d'un pouvoir budgétaire et fiscal très largement délégué aux régions par Boris Eltsine. Dans le cas du Nord-Caucase (d'abord au sein du District fédéral Sud puis du DFNC), pourtant, ce remaniement pensé pour contrôler à l'échelle fédérale les budgets régionaux est synonyme d'une augmentation des dépenses. La question des dotations fédérales dans la composition des budgets des sujets est ici cruciale : selon la formule fédéraliste russe, les sujets ont la compétence de percevoir certaines taxes, dont ils reversent une partie à l'État fédéral qui, lui, redistribue ensuite les sommes perçues en fonction des besoins budgétaires des régions : celles (une minorité) qui ne reçoivent rien sont qualifiées de régions « donatrices », les autres sont « receveuses » et parallèlement, les modalités de transfert des taxes des régions vers le centre varient en fonction des sujets et de leurs statuts (républiques, kraï, oblasts, villes fédérales), un héritage de la période eltsinienne où la délégation de l'autorité fiscale était un levier de pouvoir [Zhuravskaya, 2014]. De manière générale, les républiques transfèrent moins de taxes, perçoivent plus d'aide fédérale et ont des dépenses *per capita* plus élevées que la moyenne des sujets [Lavrov, 1998].

Initialement, la « Stratégie » prévoyait un transfert de 128 milliards de dollars aux sujets du DFNC entre 2010 et 2025 et le chiffre a été revu à la baisse (52,2 milliards de dollars) après un refus catégorique du ministère des Finances [Holland, 2016]. Bien sûr, un effort financier est nécessaire pour que le Nord-Caucase rattrape son retard économique et puisse *in fine* vivre sans la perfusion fédérale. Mais nombreuses sont les critiques qui s'adressent aux effets pervers d'une telle stratégie, en premier lieu l'entretien d'une économie de subsistance et surtout la redistribution des ressources à cause de la corruption omniprésente et largement dénoncée, d'un côté comme de l'autre. De même, les pratiques de certains dirigeants nord-caucasiens alimentent la représentation d'un réel confort budgétaire. Or le manque à gagner que représente au niveau fédéral le coût de la politique russe envers le Nord-Caucase est de nature à attiser les crispations. Alors que des

sommes importantes d'argent public y sont investies (deux tiers des 128 milliards de dollars initiaux devaient être puisés dans le budget fédéral, le reste devant être couvert par les budgets régionaux et les investissements étrangers), les résultats sont faibles, tant du point de vue budgétaire que plus globalement : ainsi, ces efforts financiers russes semblent n'avoir eu aucun effet direct sur la situation sécuritaire [Holland, 2016] alors même que les attentats s'exportent dans le reste de la Russie depuis le début des années 2000 (si la prise d'otages au théâtre Doubrovka à Moscou en 2002 et ses cent trente morts civils a été le plus remarquable, notons, pour les plus récents, les attentats de l'aéroport Domodedovo en 2011 et de la gare de Volgograd en 2014).

Le traitement différencié du Nord-Caucase est ainsi perçu comme un traitement préférentiel par rapport au reste du pays et se construit la représentation d'une complaisance du centre envers les acteurs régionaux nord-caucasiens, coexistant avec une politique de déconcentration supposée enrayer ce type de dérive.

Du discours économique au discours identitaire

En 2011, des protestations s'élèvent à Moscou contre l'indulgence budgétaire du centre envers sa périphérie nord-caucasienne : sous le slogan « Arrêtons de nourrir le Caucase ! » (*Hvatit kormit Kavkaz*) se rassemblent nationalistes de tous bords et, à la surprise générale, le blogueur libéral Alexei Navalny (pour beaucoup il s'agit à l'époque d'une manœuvre électorale visant à coaliser les oppositions à l'exercice poutinien du pouvoir)¹⁴. Le « Caucase » cristallise ainsi les angoisses sécuritaires et financières des Russes et le mouvement permet l'association de revendications ethniques et nationalistes avec des préoccupations économiques, comme la lutte anticorruption qui se trouve être le cheval de bataille de Navalny. Ainsi, même si son discours est fortement teinté de racisme anticaucasien (Caucasiens qualifiés, dans certains cercles russes, de « culs noirs »), il effectue une différenciation entre populations et élites : « Nous savons qu'il y a aussi des gens "normaux" dans le Caucase – pas seulement ces malades qui sont au pouvoir¹⁵. » Sa démarche s'apparente à une dénonciation des conditions de la *pax russica*, voire *pax poutina*¹⁶ dans le Nord-Caucase et en particulier en Tchétchénie, où l'*indirect rule* [Raviot, 2010]

14. T. Balmforth, « Leading anticorruption crusader to march shoulder to shoulder with nationalists », *RFE/RL*, 3 novembre 2011.

15. R. Coalson, « Russia's Aleksei Navalny : hope of the nation – or the nationalists ? », *RFE/RL*, 28 juillet 2013.

16. B. Judah, « Putin's medieval peace pact in Chechnya », *Bloomberg*, 26 avril 2013.

patrimonialisée de Ramzan Kadyrov est financée par le centre au moins à hauteur de 90 % du budget de la république.

L'« égoïsme sociospatial » [Reynaud, 1981] est un grand classique de la justice spatiale : il résulte de la frustration des populations des centres confrontées aux politiques de discrimination positive destinées aux périphéries. « Pour des raisons politiques ou électorales évidentes », il ne peut être ignoré par le centre et il semble que les protestations ont su inspirer une certaine pondération économique dans l'action de Moscou : à partir de 2011, réduction du budget du DFNC, non-reconduction du fonds spécial destiné à la Tchétchénie et baisse annoncée des dotations fédérales aux sujets nord-caucasiens.

Sur l'aspect identitaire du rejet, en revanche, le discours du Kremlin se fait moins conciliant et est bien plus prompt à défendre son action en faveur de l'intégration. Aussi, le positionnement officiel du parti au pouvoir est-il celui d'un champion d'un multiculturalisme à la russe, ce que les peuples nationaux lui rendent d'ailleurs bien. Aux manifestants qui veulent arrêter de nourrir le Caucase, Vladimir Poutine a répondu que « ceux qui disent ça méritent qu'on leur coupe une partie d'eux-mêmes. Ils ne comprennent pas ce dont ils parlent. Dès qu'un pays commence à rejeter les territoires problématiques, cela signifie le début de la fin pour le pays entier¹⁷ ». La rhétorique de l'unité, et surtout de l'unité avec le Nord-Caucase (la « mission historique ») est donc particulièrement présente dans le discours poutinien. Aujourd'hui, le bien nommé parti Russie unie réalise parmi les sujets du DFNC des scores bien supérieurs (76,9 % en moyenne aux élections législatives de 2016) à la moyenne nationale (54,2 %), et la participation y est également bien plus élevée (82,2 % contre 47,9 %)¹⁸. Seul, encore une fois, le territoire de Stavropol adopte un comportement électoral totalement différent, qui le rapproche de la moyenne russe : 54,2 % de votes pour Russie unie et un taux de participation de 42 %¹⁹. L'allégeance des nationaux nord-caucasiens au parti du pouvoir paraît donc pour l'instant complètement acquise, symbole de l'émergence d'un islam patriote²⁰ dans cette Russie des périphéries non russes et, dans ce cas précis, d'un décalage plutôt inhabituel entre les stratégies présidentielles et les représentations de la population russe.

17. « Nationalists demand Moscow “stop feeding the Caucasus” », *Russia Today*, 29 septembre 2011.

18. Avec, bien entendu, des accusations de fraude.

19. Commission électorale centrale, <<http://www.vybory.izbirkom.ru>>.

20. R. D. Crews, « A patriotic islam ? Russia's muslims under Putin », *World Politics Review*, 8 mars 2016.

Conclusion : un Nord-Caucase, des Nord-Caucase ?

Il est indispensable de mettre en perspective le cas du Nord-Caucase avec d'autres régions russes présentant des caractéristiques similaires : par exemple, les dépenses publiques *per capita* y sont supérieures dans le District fédéral d'Extrême-Orient, qui fait lui aussi l'objet d'une attention particulière de la part du pouvoir exécutif (ministère de l'Extrême-Orient), sans qu'existe une représentation du parasitisme. De la même manière, tout n'est pas une affaire de religion : les autres territoires musulmans de la Fédération (Tatarstan et Bachkortostan notamment) ne souffrent pas du même ostracisme que le Nord-Caucase qui a été et reste, dans une moindre mesure toutefois, un foyer d'insécurité résultant d'une contagion de la situation tchétchène.

La stratégie politique russe, *in fine*, aggrave plus qu'elle n'atténue la déconnexion d'avec la Russie : le fédéralisme n'y est guère efficace et, de ce fait, souligne l'absolue nécessité de l'intégration de la région. Ainsi, aujourd'hui, la question de savoir si le Nord-Caucase a ou non sa place en Russie ne se pose plus : s'il est encore un « talon d'Achille²¹ » pour la Russie, c'est parce qu'il représente un pari pour le pouvoir en place, pour qui, alors que l'intégrité territoriale du pays a un temps été remise en question, la stabilisation de la situation nord-caucasienne reste un gage de crédibilité sur le plan interne mais aussi un potentiel « borbier ».

Il est plus que probable que la condition économique de la région s'améliore mais le processus de réconciliation, de reconnexion entre la Russie et le Nord-Caucase sera tortueux. Il faut garder à l'esprit que la région est tout sauf un territoire simple : les ressorts de l'isolement sont multiples et ont dessiné, au fil de sa relation avec la Russie, différents espaces. Le Nord-Caucase colonisé, le Nord-Caucase déporté, le Nord-Caucase musulman, l'Émirat du Caucase, le Nord-Caucase sous influence kadyroviennne, le Nord-Caucase qui interdit *50 Nuances de Grey* et le District fédéral du Nord-Caucase, entre autres, n'ont pas les mêmes contours. Aussi, faut-il s'attendre à ce que le désenclavement soit disparate, s'opérant à des vitesses et prenant des formes inégales et, comme à l'époque soviétique, révélant un certain décalage entre l'intégration du territoire et l'intégration des populations.

Bibliographie

AVIOUTSKII V. (2002), « Nord-Caucase : un “étranger intérieur” de la fédération de Russie », *Hérodote*, vol. 104, n° 1, La Découverte, Paris, p. 92-118.

21. « Caucase du Nord, le “talon d'Achille” de la Russie », *Le Dessous des cartes*, Arte, diffusé pour la première fois en janvier 2017.

- FEDERAL'NAJA SLUŽBA GOSUDARSTVENNOJ STATISTIKI (Rosstat) (2016), *Regioni Rossii: Social'no-èkonomičeskie pokazateli* (« Régions de Russie. Indicateurs socioéconomiques »), Moscou.
- HOLLAND E.C. (2016), « Economic development and subsidies in the North Caucasus », *Problems of Post-Communism*, n° 1, vol. 63.
- LAVROV A. (1998), « Budgetary federalism », in AZRAEL J. R. et PAYIN E. A. (dir.), *Conflict and Consensus in Ethno-Political and Center-Peripheral Relations in Russia*, RAND, Santa Monica.
- MARTIN T. (2001), *The Affirmative Action Empire*, Cornell University Press, Ithaca.
- O'LOUGHLIN J. et WITMER F. (2011), « The localized geographies of violence in the North Caucasus of Russia, 1999-2007 », *Annals of the Association of American Geographers*, p. 178-201.
- Ordonnance du Gouvernement de La Fédération de Russie du 6 septembre 2010, *Strategija social'no-èkonomičeskogo razvitija Severo-Kavkazkogo okruga do 2025 goda* [« Stratégie de développement socioéconomique du District Fédéral du Nord-Caucase »], Moscou.
- RADVANYI J. (2010), « Caucase : la marche turbulente de la Fédération de Russie », *Hérodote*, vol. 138, La Découverte, Paris, p. 8-26.
- RAVIOT J.-R. (2010), « Géographie politique de la Russie de 2010 », *Hérodote* vol. 138, La Découverte, Paris, p. 161-180.
- REYNAUD A. (1981), *Société, espace et justice. Inégalités régionales et justice sociospatiale*, PUF, Paris.
- SOKIRIANSKAIA E. (2009), *Governing Fragmented Societies. State-Building and Political Integration in Chechnya and Ingushetia (1991-2009)*, Political Science Department, Central European University, Budapest.
- ZHURAVSKAYA E. (2014), *Quel fédéralisme en Russie ? Les leçons de l'expérience internationale*, Éditions Rue d'Ulm, Paris.

